

Cause Commune

numéro 33 - hiver 2012

Journal anarchiste

www.causecommune.net



Le mouvement étudiant sur le pied de guerre!

Ce n'est pas en écoutant la télé ou la radio qu'on s'en douterait, mais le mouvement étudiant québécois se prépare à contre-attaquer face au dégel des frais de scolarité annoncé par le gouvernement libéral. À l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), de nombreuses associations étudiantes au cégep et à l'université s'organisent pour une réplique qui pourrait culminer dans les prochaines semaines.

Plusieurs camarades du mouvement étudiant, depuis plusieurs mois déjà, ont compris qu'une grève générale allait être nécessaire pour bloquer cette nouvelle hausse de frais de scolarité. La mobilisation va bon train, l'information circule; on s'organise pour que le plus grand nombre soit prêt à faire plier l'État. En regardant du côté de la dernière grève générale étudiante, en 2005, on peut déjà prévoir que des occupations, des blocages économiques et des manifestations théâtrales, entre autres moyens d'action, animeront la lutte. L'État crachera sur le mouvement, l'accusant d'être responsable de sa gestion désastreuse des finances publiques, et condamnera au moindre accrochage l'infâme violence des grévistes, alors même que ses chiens de garde, armés jusqu'aux dents, courent les rues en quête d'une manifestation à interdire. La table est mise : reste à voir si le mouvement étudiant saura déclencher la grève, confirmant ainsi au gouvernement que ses menaces se seront heurtées à un mur. Leur fonctionnement réellement démocratique, l'implication du plus grand nombre et le rejet des chef-fe-s, leur combativité, leur créativité même, sont des facteurs dont dépendra le succès du combat des étudiantes et des étudiants.

Né des cendres du mouvement de la jeunesse contestataire de la fin des années 1960, le mouvement étudiant au Québec est particulier en ce qu'il a conservé en son sein une faction radicale qui encore aujourd'hui privilégie les principes d'un syndicalisme de combat. Démocratie directe, rapport de force, mobilisation, grève générale : voilà des mots qui conservent chez plusieurs étudiants et étudiantes un sens réel.

Toutefois, pour d'autres, mouvement étudiant rime davantage avec opportunités politiques et carrière. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et sa petite soeur la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) incarnent depuis leur fondation « l'aile droite » du mouvement. Fonctionnant à partir d'une hiérarchie *top-down* bien rodée, les têtes de ces organisations s'acharnent à convaincre la population étudiante que seule une négociation « de bonne foi » avec le gouvernement peut aboutir sur des améliorations à la condition étudiante. C'est en regardant du côté de l'histoire de ces fédérations qu'on peut comprendre l'opportunisme hypocrite qui caractérise leurs beaux discours, et c'est pourquoi nous consacrons un article - *Pour un lobbyisme de combat?!* - à une analyse de leur rôle dans le contexte du mouvement actuel.

Mais la FECQ et la FEUQ n'ont pas le monopole de l'opportunisme et de la démocratie de surface. Dans le paysage politique québécois, le parti social-démocrate Québec Solidaire est également en bonne posture pour miner la perspective d'une victoire étudiante. Profitant de la déchéance récente du Parti québécois et d'une méfiance grandissante face aux grands partis politiques, QS espère élargir sa base militante - et surtout électorale! - à travers la lutte étudiante. *Des moutons dans la tanière* expose les contradictions de ce parti et les écueils qu'il représente pour le mouvement étudiant.

Au-delà de l'accessibilité...

Ce que nous souhaitons, c'est que la lutte étudiante et la grève générale puissent être, pour le plus grand nombre, un tremplin vers une remise en question profonde de la société capitaliste. Nous lançons donc un appel vers une réflexion de ce que pourrait être une éducation qui - au-delà d'être gratuite - serait émancipatrice pour toutes et tous, et pour la construction d'une forte solidarité étudiante avec d'autres secteurs en lutte de la société, afin que tombent les séparations artificielles et qu'une réelle unité devienne possible contre nos ennemis communs.

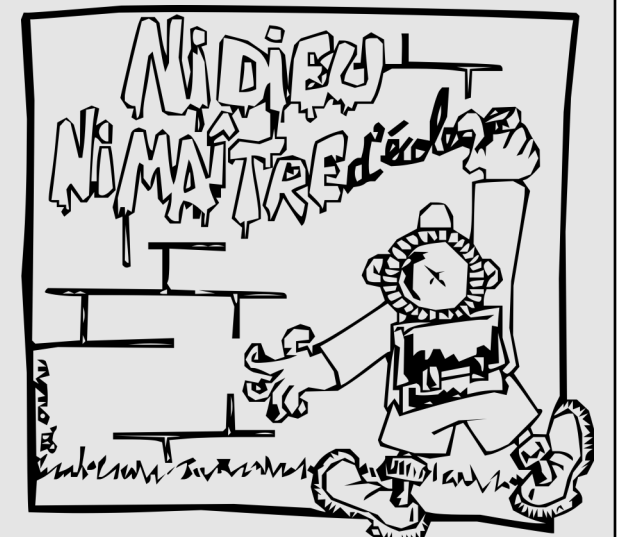
- Perspectives libertaires -

L'éducation vue par les anarchistes

Depuis l'avènement de l'État-nation, les dirigeants ont pris en main l'éducation afin de promouvoir le sentiment patriotique et la fierté nationale d'abord, puis de former des travailleurs et des travailleuses possédant des compétences leur permettant de s'adapter à la précarisation des conditions d'existence et à l'incertitude rongant les milieux de travail.

Aujourd'hui, les exemples de ce phénomène sont nombreux : il suffit de lire les programmes de formation en éducation à la citoyenneté pour constater que le ministère cherche à promouvoir une culture de la responsabilité individuelle, de manière à alléger le poids du « fardeau » qui repose sur la collectivité. On espère également cultiver « l'esprit entrepreneurial », pour que les élèves apprennent à mieux se vendre sur un marché du travail de plus en plus compétitif. Le message est clair : se former à l'État bourgeois, c'est avant tout apprendre à s'adapter et ne surtout pas s'imaginer qu'à nos problèmes collectifs pourraient exister des solutions

(suite à la page 2)



Pour un lobbyisme de combat ?!

Après la cuisante défaite de la lutte contre la hausse des frais de scolarité de 2007, le mouvement étudiant est en marche vers une nouvelle grève générale illimitée. La grève est un moment inoubliable pour les militants et militantes qui se donneront corps et âmes, mais c'est surtout une occasion de réaliser des gains - ou d'empêcher des pertes! - face à un gouvernement hostile. L'histoire nous démontre toutefois que cette issue est loin d'être assurée : c'est plutôt un parcours rempli d'embûches qui attend les camarades aux études. S'il est connu de plusieurs étudiants et étudiantes que les principaux défis qui attendent le mouvement seront - bien sûr - les réactions du gouvernement, de la police et des médias, il est malheureusement moins acquis qu'un important danger de trahison au sein du mouvement persiste.

Ce danger de trahison est imputable à deux organisations, les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (la FECQ et la FEUQ). Depuis leur création au tournant des années 1990, ces fédérations, par opportunisme, corporatisme et carriérisme, n'ont jamais cherché autre chose que des solutions fades et déjà diluées qu'elles se font ensuite un plaisir de soumettre au gouvernement. Prônant une approche qui s'apparente au syndicalisme d'affaire (pour ne pas dire au syndicalisme jaune!), les fédérations étudiantes proposent une stratégie de lobbyisme basée sur une analyse prétendument pragmatique de la conjoncture. À les écouter, le recours à la mobilisation est quasiment synonyme d'échec!

L'histoire déborde de tristes exemples où le lobbyisme crasse et funeste des fédérations étudiantes a rimé avec trahison du reste du mouvement. Il faut bien sûr rappeler que c'est l'hostilité à la grève qui est à l'origine même de ces deux organisations! En 1996, lors de la grève générale illimitée, le porte-parole de la FECQ soumet des idées à Pauline Marois (alors ministre de l'éducation) afin d'éviter la hausse des frais de scolarité. Parmi celles-ci : couper dans les bibliothèques et diminuer les avantages sociaux des professeur-e-s! Les fédés ont finalement accepté l'instauration de la taxe à l'échec contre le maintien du gel. En 2001, pourtant, parlant au nom du mouvement d'opposition à cette taxe à l'échec -

auquel elle ne participait même pas -, la FECQ va négocier le retrait de cette mesure (qu'elle a acceptée 5 ans auparavant) en échange de contrats de réussite que doivent signer les étudiants et étudiantes du cégep qui échouent plus de deux cours! En 2005, acceptant sans aucune protestation le fait que la CASSÉE (Coalition de l'ASSÉ élargie) soit exclue par le ministre de la table des négociations, les fédérations étudiantes ont docilement entériné une offre bien en deçà de leurs propres revendications, qui elles-mêmes étaient insatisfaisantes. Pour mieux faire avaler la pilule, leurs porte-paroles ont joué avec les chiffres afin de gonfler l'apparence de gain! Il ne s'agit que de brefs exemples, mais la liste est longue : voilà plus de 20 ans que les fédérations étudiantes vont de trahisons en trahisons.



Gérées par de jeunes carriéristes payé-e-s par l'État, les FECQ-FEUQ sont des invertébrées qui se déplacent lentement, toujours à plat ventre.

On entend souvent que la désunion du mouvement étudiant est une faiblesse face à l'État et aux autorités. On tente généralement d'en faire porter la responsabilité aux individus qui critiquent la FECQ et la FEUQ, sans comprendre que ce ne sont pas les critiques qui causent les divergences d'analyse et de stratégie, mais bien l'inverse. La désunion est déjà là; c'est le fait de nier cette situation qui constitue une faiblesse du mouvement. L'union à n'importe quel prix de la frange la plus militante du mouvement étudiant avec les opportunistes de tout acabit sera toujours de mauvais augure. Seul un syndicalisme de combat qui préconise une stratégie axée sur la construction d'un réel rapport de force peut donner des gains concrets. Il serait à ce propos inquiétant de voir l'ASSÉ se lancer dans cette

Cause Commune

Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et des militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net.

Contacts locaux de l'UCL :
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net



collaboration avec les fédérations sous le prétexte d'une apparence d'union du mouvement étudiant.

Loin de pouvoir en faire ressortir des gains, c'est l'issue de la grève générale qui serait hypothéquée! Depuis plusieurs années, les fédérations ont réfléchi aux alternatives à la hausse et présentent l'impôt post-universitaire (IPU) comme une solution envisageable. L'IPU n'est qu'un autre aménagement, parfaitement ancré dans la logique néolibérale, qui contribue à transformer les étudiantes et les étudiants en de vulgaires clientes et clients. Dans ce cas-ci, c'est le diplômé ou la diplômée qui devra payer toute sa vie plutôt que pendant ses études!

La grève générale illimitée, c'est l'occasion de confronter l'État, la classe dominante et ses idéologues. C'est l'occasion de se battre radicalement et d'imposer un rapport de force grâce auquel il sera possible de faire plier le gouvernement. Toute organisation qui encourage un lobbyisme soi-disant pragmatique est à combattre. Ce n'est pas par purisme ou sectarisme, mais parce que nous croyons en la justesse de nos revendications et que nous ne baisserons pas les bras face à ce gouvernement!

Projection-débat : "Miss representation"

**Mercredi 7 mars, à 19h
au DIRA, 2035 St-Laurent, Montréal**

Faut-il plus de femmes aux postes de pouvoir? Oui, répondent les intervenantes de ce documentaire consacré à la sous-représentation féminine dans les hautes sphères du capitalisme et de la politique.

S'il est indéniable que les hommes occupent majoritairement les lieux de pouvoir et de décision, est-ce bien d'une parité dont nous avons besoin? Reconnaître que rien ne justifie que des femmes soient exclues de ceux-ci implique-t-il nécessairement de souhaiter le même monde, le même capitalisme, la même exploitation des ressources naturelles, des travailleurs et des travailleuses, mais au féminin?

On vous propose de venir en discuter à l'occasion de cette projection!

À noter qu'une traduction française du film n'est pas disponible. Il sera donc présenté en anglais.

- Perspectives libertaires - (suite de la une...)

collectives, plutôt qu'individuelles. C'est la docilité qu'on apprend dans nos écoles, pas la responsabilisation. Et rendre gratuite cette éducation n'y changera rien.

L'anarchisme implique la remise en question de l'organisation de l'éducation par l'État. Ses principes - la démocratie directe et l'autogestion - comme ses idéaux - l'absence de hiérarchie et d'autorité, ainsi que l'émancipation de chacun et chacune - ont également des implications sur la vision de l'éducation. Allons-y de quelques grandes lignes, teintées des expériences passées en Europe de l'Ouest et aux États-Unis.

D'abord, encourager et développer les sentiments de respect mutuel et de solidarité de manière à mettre en place les conditions pour l'avènement d'une société égalitaire. Les anarchistes faisaient le pari que les enfants, étant en contact avec un environnement où règneraient la solidarité, la liberté et l'égalité, y prendraient goût et voudraient le reproduire. Ce faisant, l'école anarchiste n'était pas apolitique : les éducateurs et les éducatrices avaient un projet politique en tête. Cependant, la promotion de ce projet devait se borner à l'encouragement de ces valeurs chez les enfants. Ensuite, l'école était organisée conjointement par des éducateurs et des éducatrices, des parents, des travailleurs et des travailleuses. Elle était ancrée dans le quartier et y prenait une place active. Dans certaines expériences - Summerhill en Grande-Bretagne, notamment - les décisions étaient prises lors d'assemblées générales, où les élèves et les professeur-e-s possédaient des droits de vote équivalents. Dans d'autres écoles, des ouvriers ou des ouvrières visitaient les enfants afin de leur apprendre les rudiments de quelques métiers. Enfin, les pédagogues anarchistes défendaient une éducation intégrale qui alliait formation intellectuelle et travaux pratiques afin de combler le besoin de diversité de l'être humain, d'initier les enfants à plusieurs types d'expériences et d'éviter la division du travail.

Pour nous, cela signifie qu'au-delà de la défense d'une éducation publique et accessible, il y a lieu de mener une réflexion rigoureuse sur la nature même de cette éducation. En effet, tandis que le gouvernement monopolise l'attention avec de honteuses hausses de frais et des coupures ici et là, on assiste à un subtil glissement vers une éducation de plus en plus technique, de plus en plus orientée vers l'acquisition de compétences précises requises par le système de production capitaliste, au détriment du développement d'un esprit critique et des capacités de raisonnement et de réflexion. Les coûts que veut nous faire payer le gouvernement ne sont que la pointe de l'iceberg de cette éducation - devenue un vulgaire dressage - dont nous avons perdu le contrôle. Les étudiantes et les étudiants, comme l'ensemble de la population, devront tôt ou tard amorcer cette réflexion essentielle : les cours de gestion, de finance ou de marketing, pour ne nommer que ceux-là, sont-ils réellement utiles pour améliorer la société?

Des moutons dans la tanière

Le mouvement étudiant s'apprête à déterrer la hache de guerre. Face aux menaces de l'État québécois de réduire encore une fois l'accessibilité aux études universitaires en augmentant des frais de scolarité déjà insoutenables pour une bonne partie de la population, les étudiantes et les étudiants se préparent enfin à défendre leurs droits. Tandis que de plus en plus de gens comprennent que le gouvernement ne reculera pas à moins d'y être forcé, Québec Solidaire (QS), le « nouveau » parti social-démocrate, se prépare aussi, à sa façon, à jouer son rôle dans la lutte étudiante à venir.

L'urne ou la rue

QS, résultat de la fusion en 2006 de deux petits partis de gauche, se plaît à se présenter dans ses documents et communiqués de presse comme un « parti des urnes et de la rue ». Phrase creuse s'il en est, on s' imagine peut-être que l'addition théorique, sur papier, de deux terrains qui s'opposent dans la pratique, suffit à masquer cette contradiction. Car si l'image de la rue renvoie effectivement aux mouvements sociaux, aux populations en lutte pour améliorer leurs conditions de vie, celle des urnes, incompatible, ne peut signifier autre chose pour un parti que ses visées électoralistes. La stratégie de la rue repose, comme dans le cas de la hausse des frais de scolarité, sur la compréhension qu'une victoire contre l'État ne pourra venir que de nous-mêmes, de nos actions, ici et maintenant, qui viseront à mettre assez de pression sur l'État pour qu'il n'ait d'autre choix que de faire marche arrière. En revanche, la stratégie des urnes fait appel à notre passivité; d'autres régleront nos problèmes pour nous : « Attendez les élections, puis faites le bon choix. Tout ira mieux (après, plus tard, peut-être). »

Sans accuser l'ensemble des militantes et des militants de QS d'agir en pleine connaissance de cause, la prétention de leur parti de réconcilier la rue et les urnes n'est qu'un vernis idéologique, un masque qui occulte la réalité. En tant que parti politique, la priorité de QS, c'est de prendre le pouvoir, de se faire



élire, par les urnes. Leur présence dans la rue n'est jamais davantage qu'un spectacle. La rue n'est qu'un décor où QS cherche à se faire connaître, à semer des promesses dans l'espoir de récolter des votes, à recruter de nouveaux et de nouvelles membres. En novembre dernier, QS diffusait d'ailleurs au sein d'une manifestation étudiante une « édition spéciale » (la seule, pour l'instant) d'un journal intitulé *Solidarités*. Au-delà de quelques arguments en faveur du droit à l'éducation et d'une redistribution social-démocrate de la richesse, le quatre-pages se limite à un marketing poche, étalage de promesses électorales et autres banalités auto-promotionnelles. Mais faut-il s'en étonner?

Le vote ou la mobilisation

Toutefois, un événement particulier pourrait bien transformer cet appui intéressé en campagne promotionnelle affirmée : des élections provinciales. QS aura alors le beau jeu de déballer sa grosse langue de bois pleine de belles promesses de gratui-

té scolaire et de vie meilleure. En fait, ils et elles le font déjà, comme en témoigne la diffusion de leur *Solidarités*. « QS : seul parti à proposer la gratuité scolaire »! Pendant que le mouvement étudiant redécouvre qu'il peut, comme un loup, montrer les crocs et mordre la main qui refuse de le nourrir, les moutons solidaires tenteront tant bien que mal de nous rappeler, par leur unique présence, que le plus important, c'est évidemment l'élection de QS.

Militantes et militants de QS : si vous ne pouvez concevoir de participer à la lutte sans y faire la promotion de votre parti, si vous ne pouvez vous empêcher de chercher à convaincre les gens autour de vous de voter pour QS, si vous ne vous impliquez pas principalement pour contribuer à faire pencher le rapport de force en faveur du mouvement étudiant, si vous avez à cœur une victoire étudiante, ou si vous ne comprenez pas en quoi QS peut y être un obstacle : de grâce, restez chez vous.

Capitalisme et logement

Tel un rituel annuel, des locataires répondant à l'appel du FRAPRU mènent campagne pour la reconduction d'Accèslogis, le programme provincial qui permet la construction des logements sociaux (coopératives et OBNL d'habitation). Année après année, ces locataires mal-logé-e-s entonnent sans cesse les mêmes discours tel un air redondant. Redondant, parce que le logement social ne figure pas dans les priorités de ce gouvernement corrompu et anti-social. Année après année donc, ces locataires vivent dans l'inquiétude de voir le droit à un logement décent et abordable jeté aux oubliettes du libéralisme triomphant.

Le FRAPRU et plusieurs autres organisations ont pourtant clairement identifié les besoins et les ont documentés on ne peut plus solidement. 50 000 ce n'est pas juste beau sur une pancarte, c'est le besoin urgent minimal pour aider les personnes mal-logées de partout dans la province. La situation est si grave que dans certaines villes et régions, il n'y a tout simplement plus de logements disponibles pour la location (c'est le cas en Abitibi). La moyenne d'attente pour un HLM à Montréal étant de sept ans, certaines personnes meurent bien avant de recevoir leur logement. Ces problématiques de logement entraînent une multitude d'autres difficultés pour les ménages qui en sont victimes avec pour conséquence de les enfoncer la précarité. Les femmes, les immigrants et immigrantes, les autochtones, les personnes seules, les grandes familles, etc. : personne n'échappe à la crise de l'accessibilité à un logement salubre et abordable!

Pourtant, Jean Charest, au moment des élections, avait signé une lettre dans laquelle il s'engageait à maintenir la construction de logements sociaux à

raisons de 3 000 unités par année sur 5 ans, soit 15 000 au total (très loin du 50 000). Après deux années à respecter son engagement, il le rompt dans le dernier budget avec l'annonce d'un financement pour 2 000 seulement! Alors que son engagement était déjà insuffisant, le dernier budget n'est qu'une insulte de plus aux précaires de la province. Non rassasié de cette attaque, Bachand enfonce le clou en confiant au très réactionnaire think tank CIRANO le mandat de réfléchir sur la forme que prendra le financement du logement social dans l'avenir. Oui, oui au CIRANO : les mêmes qui quelques mois auparavant publiaient une étude dans laquelle ils affirmaient que nous n'avions plus besoin de logements sociaux au Québec!

Bien que notre solidarité soit acquise aux personnes mal-logées de la province dans leur lutte pour le droit au logement, il importe de pousser davantage la réflexion. Est-ce que le logement social est une réponse suffisante? Il s'agit là d'une question primordiale. Il est évident que le programme Accèslogis est un baume sur une plaie béante. Sans construction suffisante et sans reprise du programme HLM (aucun HLM n'a été construit au Québec depuis 1994), on ne fait que de la gestion de coupures. Le logement social, dans sa forme actuelle, est une solution certes, mais très limitée. Le FRAPRU ouvre d'ailleurs la porte à une solution plus intéressante : la socialisation du parc de logements locatifs.

Aussi longtemps que le logement restera une marchandise comme une autre, les problématiques identifiées demeureront. Il y a un lien antagonique irréconciliable entre un locataire et un propriétaire. Le marché de l'habitation n'est pas pensé pour la

Crise en Abitibi

L'illusion vantée par le néo-libéralisme veut qu'un boom économique et la création d'emplois soient sources de prospérité pour l'ensemble de la société. Pour plusieurs ménages vivant en Abitibi-Témiscamingue, cela n'est que poudre aux yeux. Cette région est affectée par une grave crise du logement. Les taux d'inoccupation, dans les principales villes, frôlent le 0%. Le privé ne veut rien savoir de construire de nouvelles unités de logement. De son côté, le gouvernement Charest reste complètement sourd aux revendications des mal-logé-e-s, demandant la construction de 50 000 logements sociaux à travers la province. La lutte devra continuer, afin de faire respecter le droit au logement, au sud comme au nord!

satisfaction des besoins, mais plutôt pour l'accroissement des profits. La spéculation sur l'immobilier qui découle de cette réalité a des conséquences désastreuses pour les locataires (hausse de loyer, absence de réparations, construction de condos en augmentation versus la construction locative quasi-nulle, gentrification etc.). Il est donc évident qu'aussi longtemps que le logement sera perçu comme une occasion de profit plutôt que comme un droit, les personnes mal-logées n'auront pas satisfaction. Maintenant, est-il possible de socialiser le parc de logements? N'en déplaise aux réformistes de tout acabit, le capitalisme ne le permet pas et ne le permettra pas!

C'est donc sur cette base que nous rejoignons les rangs des mal-logé-e-s et du FRAPRU. Oui pour du logement social, oui pour le droit au logement... mais nous nous devons d'aller plus loin!

Une soupe aux herbes sauvages

On ne s'ennuie pas avec Émilie Carles! Cette institutrice de petits villages des Alpes françaises a vu défiler le siècle, les deux guerres mondiales, le Front populaire, la guerre d'Algérie. À la fin de sa vie, elle a milité avec succès contre l'implantation d'une autoroute dans sa vallée. Elle nous raconte tout ça presque de vive voix, comme si elle était à côté de nous.

C'est la grande histoire vue du côté de la sienne, la dureté de la vie paysanne, les hommes qui partent à la guerre et qui ne reviennent pas, les petites lâchetés de la collaboration pendant la seconde guerre mondiale, les moeurs qui évoluent tant bien que mal. Mais le style larmoyant, c'est pas son genre, loin de là. Pacifiste, anarchiste, féministe, Émilie Carles s'est révoltée tout au long de sa vie. Elle en a subi les conséquences, mais n'a jamais

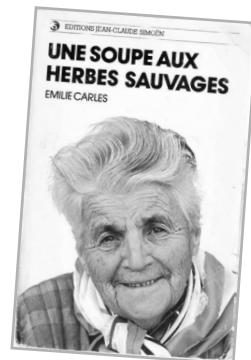
dévié. Son récit est enthousiasmant, c'est une leçon comme on aimerait en recevoir plus souvent.

Mais le mieux, c'est de la laisser parler :

« Il restait tant de choses à faire, tant de vieilles idées et des habitudes à mettre en l'air. Le patriarcat, le droit d'aînesse, la soumission des femmes, l'abrutissement par le travail, l'alcoolisme, les croyances, les superstitions et bien d'autres encore. C'était à moi de leur apprendre ça [aux enfants], j'étais décidée à me battre si nécessaire. Déjà, je savais que je ne leur ferais jamais chanter *Flotte petit drapeau* ou *La Marseillaise*, ce chant de guerre, je savais que je ne leur raconterais jamais des histoires à dormir debout sur les belles batailles, l'héroïsme et la sainteté. Je n'avais qu'une chose à faire, leur ouvrir l'esprit, faire en sorte qu'ils

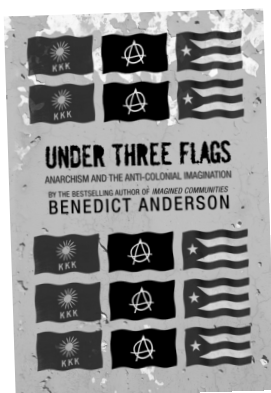
transforment leur vie pour avoir plus de bien-être et qu'ils sortent de leur isolement et de leur aliénation. »

Il y a encore beaucoup de passages comme ça, et pas de place pour les recopier ici, alors on se dépêche de partir à la recherche de ce bouquin! Il a eu un certain succès en France et devrait être assez facilement trouvable dans les librairies d'usagés.



Pour les Montréalais et Montréalaises, il est disponible à la bibliothèque DIRA (2035 St-Laurent), et ce serait un véritable gâchis de le laisser plus d'une semaine sur l'étagère!

Under three flags



Under three flags: Anarchism and the Anti-Colonial Imagination est une passionnante étude des mouvements anarchistes au sein de trois régions situées sur trois continents – les Philippines, Cuba (toutes deux colonies espagnoles) et l'Espagne – au tournant du 19^{ème} siècle. L'ébullition politique de cette période conduit de nombreux et nombreuses contestataires vers les prisons espagnoles, plus précisément les prisons catalanes... où ils et elles élargissent leurs horizons politiques au contact des anarchistes catalans!

Cette anecdote historique est le prétexte sur lequel s'appuie Benedict Anderson pour mener sa recherche plutôt insolite. Anderson, bien connu dans le milieu académique pour son ouvrage-phare *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, embarque son lectorat dans une véritable épopée s'articulant en bonne partie autour de l'Asie du Sud-Est et de la littérature.

En bon auteur libertaire, Anderson évite le jargon universitaire et privilégie une plume accessible. Le mérite de son approche – qui demeure nécessairement partielle – est de souligner les influences multiples ayant contribué à la diffusion des idées et pratiques anarchistes. Cette texture est à la fois intimidante et stimulante : les références culturelles et historiques y abondent tant qu'on est vite dépassé-e au cours de la lecture, mais il est toujours bon de se faire rappeler que l'anarchisme a une histoire riche mais peu connue qui gagne à être étudiée – et diffusée!

L'un des fils dont est cousu le livre est le rapprochement en filigrane entre la période étudiée (1880-1910) et la période contemporaine. La fin du 19^{ème} siècle était ainsi résolument polyglotte, et plus encore dans le camp anarchiste qui se comparait avantageusement aux communistes étatistes : « Malatesta spent four years in Buenos Aires – something inconceivable for Marx or Engels, who never left Western Europe ». C'est également une période où la démocratie bourgeoise naissante est soumise à rude épreuve et où plusieurs esprits libéraux se radicalisent.

Dans cette effervescence de luttes et de revendications, plusieurs artistes n'hésitent pas à

charger politiquement leurs oeuvres. Les romanciers et romancières auront en particulier un impact déterminant partout dans le monde. Leurs oeuvres, tirant profit des premières diffusions de masse de l'époque, suscitent des vocations politiques chez nombre de militants et militantes. Deux d'entre eux retiennent davantage l'attention : José Rizal et Edouard Doukes Dekker. Ceux-ci ont écrit les premiers romans anti-coloniaux – pratiquement inconnus en Amérique du Nord – qui eurent un impact considérable sur les luttes de libération nationale. Anderson célèbre à tout rompre les vertus de ces romans. Ces oeuvres eurent pour mérite non seulement de mettre à nu les mécanismes du pouvoir et les rhétoriques navrantes des personnes au pouvoir, mais aussi d'esquisser les pistes d'action pour les mettre à bas et les remplacer : « What he [Rizal] had done in *Noli me tangere* was to create in the imagination a whole (and contemporary) Philippine "society", with its intermeshed high colonial officials, village gamblers, dissident intellectuals, gravediggers, friars, police informers, social climbers, child acolytes, actresses, small-town caciques, bandits, reformers, carpenters, teenage girls, and revolutionaries. (...) What Rizal had done in *El Filibusterismo* was to imagine the political collapse of this society and the near-elimination of its ruling powers ».

La portée subversive des arts est ainsi mise de l'avant, de même que celle de l'humour, car loin d'être misérabilistes ou de se confiner dans une mauvaise poésie sociale, les oeuvres de Rizal et Dekker étaient animées d'un ton dynamique et d'un humour mordant. Le livre de Anderson est au final une bouffée d'air frais qui se lit comme un roman et un ouvrage de référence pour les personnes s'intéressant aux liens historiques entre anarchisme, journalisme et littérature.

Quelques suggestions de lecture :

Max Havelaar, Multatuli (pseudonyme de Edouard Doukes Dekker)

Noli me tangere, José Rizal

El Filibusterismo, José Rizal

Une lectrice du *Cause Commune* nous a fait parvenir ce poème que nous partageons à notre tour avec vous. Nous tenons par ailleurs à rappeler qu'il nous fait toujours plaisir de recevoir vos messages, que ce soient par des questions, des propositions de sujets à aborder, des insultes... ou d'excellents poèmes, comme celui-ci!

L'assiette vide

Le bonheur est dans l'assiette
L'assiette est sur la table
La table est mise
Mise en abîme
L'abîme ne rime à rien
Quand rien à manger dans l'assiette.

L'assiette des affamé-e-s est vide
Vide de sens, riche en promesses
Promesse du seul jour où l'on vote
Votez fort, votez pour moi!
Moi aussi, je n'ai rien à dire
Ne rien dire met abîme
Et l'abîme ne rime à rien
Quand rien à manger dans l'assiette.



L'assiette des nantis est un mets fin
Qui met fin à la Justice
Celle qui rime avec partage
Et tourne le dos au capital
Partageons-nous notre pays
Avec celui des moins nantis?
S'en abstenir met en abîme
Et l'abîme ne rime à rien
Quand rien à manger dans l'assiette.

- Lee

DIRA
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE
DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES
lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 17:00
mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00
2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: dira@riseup.net

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste
Livres, revues, brochures et journaux
Le collectif local de Montréal de l'UCL assure une permanence tous les samedis, de 13h à 17h.
2033, St-Laurent, Montréal
Pour nous joindre : 514-313-3489